

Friends against wind

- Accueil
- Conseils
- Réalités
- Santé
- Collectif de victimes
- Témoignages
- Justice
- Oppositions
- News
- Accidents
- Films
- Livres
- Chansons
- Satires
- Posters
- Friends
- Contact
- Chaîne YouTube
- Je suis NOTME

Dernière mise à jour : 22 novembre 2018

Pour être informé(e) des nouveaux articles :

Contrepoints

21 novembre 2018

France

Les énergies renouvelables coûtent cher et ne marchent pas

L'Union française de l'électricité démontre brillamment que l'électricité voltaïque est un surinvestissement dont le coût va bien au-delà du coût direct d'installation. Mais ce qui est dénoncé pour le photovoltaïque, c'est vrai aussi pour l'éolien, non ?



Parc éolien de El Hierro aux Canaries en Espagne

(Photo : Carlos Teixidor Cadenas CC BY-SA 3.0)

- J'aime 1
- Partager
- Tweeter
- Partager

Par Michel Quatrevalet

Michel Quatrevalet

Diplômé de l'École supérieure d'électricité, Michel Quatrevalet a passé 25 ans à des postes opérationnels dans l'industrie. Depuis une vingtaine d'années, il exerce des fonctions de direction ou d'expertise au sein de multinationales ou d'organismes professionnels dans les domaines de l'environnement et de l'énergie.

Extraits du dernier bulletin de l'Union française de l'électricité :

« Appels d'offres multi-technologies renouvelables : la fausse bonne idée

18 novembre 2018

Plusieurs expérimentations : un seul résultat

Ce type d'appel d'offres, consistant à mettre en concurrence les projets de plusieurs technologies de production d'électricité sur l'unique critère du coût de production, a été expérimenté dans plusieurs pays de l'UE... la totalité des lauréats sont des projets photovoltaïques, ce qui reflète la très forte baisse des coûts de la filière...

... Seulement, une telle comparaison a-t-elle vraiment un sens ? Comme l'a écrit à maintes reprises l'UFE, si le critère du coût de production est évidemment à prendre en compte, il ne peut être le seul. La pilotabilité du moyen de production ou encore la variabilité et la saisonnalité de la production sont autant d'exemples de paramètres que ne représentent pas le coût de production. Il faut le répéter : c'est mal comprendre le fonctionnement d'un système électrique que d'espérer la meilleure performance économique globale en choisissant les moyens de production sur la seule base de leur coût de production pris isolément...

Il faut tirer toutes les conséquences de cette expérience !

Le gouvernement doit être attentif dans ses choix (pour la PPE) aux multiples équilibres en jeu dans les trajectoires de mix de production. Ils sont techniques évidemment, mais il doit aussi tenir compte des capacités industrielles de développement pour chaque filière, des impacts socioéconomiques, du coût pour la collectivité ... La qualité d'un bon mix électrique se mesure par la complémentarité entre les énergies et la capacité à passer les moments les plus difficiles. Les outils de production ne sont d'ailleurs pas le seul critère à regarder, il faut examiner l'ensemble des solutions de flexibilité du système électrique (réseaux, interconnexions, maîtrise de la demande, capacités d'effacement).

Nous ne saurions mieux dire. Ainsi, l'UFE démontre brillamment que l'électricité voltaïque est un surinvestissement dont le coût va bien au-delà du coût direct d'installation. Et souligne que le réseau doit être capable de répondre à la demande s'il n'y a pas de soleil, y compris dans « les moments difficiles », c'est-à-dire à la pointe d'hiver à 19 h.

Mais ce qui est dénoncé pour le photovoltaïque, mince alors, c'est vrai aussi pour l'éolien, non ? Car il y a des nuits sans vent, même l'hiver à 19 h, et pour toute l'Europe...

L'UFE demande donc des appels d'offre « par technologie » d'ENR, et non pas technologiquement neutre. Mais en même temps, dans sa démonstration, prouve clairement que ces ENR sont inutiles, puisqu'elles ne remplissent pas les critères que l'UFE cite elle-même comme indispensables :

- capacité de développement : nous sommes des nains dans les éoliennes, les panneaux PV viennent de Chine...
- coûts pour la collectivité : les ENR, non pilotables, ne garantissent aucune sécurité d'approvisionnement, sont donc des surinvestissements par rapport au réseau pilotable, elles ne servent à rien avec un parc nucléaire déjà décarboné, elles compliquent la gestion du réseau.
- impacts socio économiques : les parcs éoliens risquent de tuer le tourisme dans certaines régions, dégradent les coûts de l'immobilier, stressent les riverains... et font monter le prix de l'électricité aux consommateurs en faisant baisser le prix de gros.

La conclusion est donc plutôt : pourquoi des appels d'offre ENR ? La seule justification des ENR par les services de l'État est qu'elles seraient un recours en cas de faille systémique du nucléaire... sauf que leur production est aléatoire !

Tant que l'UFE restera dans l'ambiguïté, les ministres de l'Écologie successifs continueront de raconter des sornettes, comme M. de Rugy dans son intervention du dimanche 18 novembre sur une radio grand public.

Je cite :

« Je ne vois pas comment on pourrait décider aujourd'hui de commander de nouveaux EPR alors que la fiabilité technologique et sa sûreté n'est pas démontrée et la compétitivité économique non plus. »

Rarement un Ministre aura réussi à torpiller autant d'emplois en une phrase. En effet, qui commanderait un EPR français alors même que le responsable de l'Énergie en France doute de leur « fiabilité », même de leur « sûreté » et considère qu'ils sont trop chers ? Qu'en pensent les Chinois, qui ont déjà un EPR fonctionnant à pleine puissance, et en construisent un deuxième ? Les Anglais vont-ils confirmer leurs commandes ? Et les négociateurs des 5 EPR chinois en projet ?

M. le Ministre fait une « opération vérité » en avouant que baisser le nucléaire, c'est maintenant à 2035... Tant qu'à faire, autant dire toute la vérité : même à 2035, on ne voit pas ce qui pourrait nous faire baisser le nucléaire en capacité. Mais avec cet objectif à la baisse, et après ces propos pour le moins imprudents, qui investira encore dans le nucléaire ? Quels jeunes ingénieurs talentueux se tourneront vers lui ? Avec ce programme, au moins sur un point, M de Rugy aura raison : plus on installera d'éoliennes, moins le nucléaire produira, mais à capacité égale, sera qu'on en aura besoin à la pointe. Et donc avec un taux de charge réduit, il ne sera plus compétitif. Est-il si difficile de comprendre que le choix n'est pas entre nucléaire et ENR, mais entre nucléaire et fossiles ?

En outre, plus loin dans l'interview, il est inadmissible qu'un ministre fasse sciemment de la contrevérité (comparer les 15 000 emplois de l'éolien avec la seule activité de combustible nucléaire, au lieu de la totalité de la filière nucléaire soit 200 000...) ou encore comparer le coût max négocié pour Hinkley Point avec un coût réel de production, ou citer le coût direct de l'éolien sans ajouter le coût du back up...

Le mépris de la dernière note de Bercy (construire 5 à 6 EPR), du rapport de la Cour des comptes (on décarbone une électricité déjà décarbonée), de l'Académie des technologies, de l'Académie des Sciences, du rapport Grandil et Percebois...), des avis d'experts de la Consultation publique, tout cela fera le lit des populismes un jour.

Car si le grand public comprenait que la surtaxe de l'essence, du diesel, du fioul et du gaz servira entre autres à payer des ENR dont on n'a pas besoin, il y aurait des gilets et des bonnets de toutes les couleurs sur bien plus de routes de France.